



SNUipp86



FSU

Déclaration au C.T.P.D. du 22 juin 2009

Nous finissons une année scolaire qui a été difficile pour beaucoup d'entre nous, puisque les enseignants ont été particulièrement malmenés.

L'état d'esprit des débats autour de l'école est assez déplorable : comme on veut des fonctionnaires obéissants, c'est-à-dire qui auraient perdu le sens commun, on les dresse les uns contre les autres à coup de primes ou de un trentième prélevé, c'est selon.

L'école a perdu sa boussole car les mesures qui sont proposées ne sont nullement appropriées. Cela n'est pas nouveau mais ça s'aggrave. Et les réponses compulsives à des situations dramatiques en sont la preuve.

S'accompagnant de suppressions de postes, ces réformes de l'école signent un appauvrissement total de notre système éducatif.

Que l'on nous cite ici une mesure prise qui a contribué ou qui contribuera à l'amélioration des résultats des élèves, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, à l'amélioration du respect des personnels, etc...

La rentrée qui arrive ne va pas se faire dans un climat serein et à trop s'appuyer sur les seules bonne volonté et conscience professionnelle des individus, cela ne peut que casser .

La carte scolaire est un exemple frappant d'incohérence : à l'heure où on accepte l'idée que les enfants sont de plus en plus en rupture, en difficulté on augmente le nombre d'élèves par classe, on retarde l'âge d'entrée à l'école et on supprime l'aide gratuite et de proximité à travers les RASED. Les maillons essentiels pour la réussite scolaire, particulièrement pour les enfants de familles défavorisées, sont désormais mis à mal.

D'autres sujets nous interpellent : nous avons exprimé nos inquiétudes quant à l'utilisation qui pourrait être faite de base élèves, par exemple la possibilité qui est offerte via ce fichier de traquer les enfants sans papiers, les enfants "à troubles de comportement". Les nouveaux droits offerts aux maires par la loi de prévention de la délinquance, les projets de dépistage de la délinquance dès 3 ans, tout cela fait réfléchir une partie des enseignants sur l'opportunité d'un fichier national, centralisé, qui pourrait devenir accessible à des usages non éducatifs. Nous observons que ces inquiétudes sont partagées par l'ONU qui rappelle la France à l'ordre.

Quant à l'organisation de la semaine scolaire, vous refusez d'en faire le bilan... est-ce par crainte de voir remonter des vraies préoccupations de terrain quant à l'utilité de la suppression de 2 heures de classe remplacées par de la garderie pour 80% de nos élèves ?

Nous espérons également au cours de ce CTP le bilan des fameuses journées de solidarité ô combien aidantes nous n'en doutons pas pour nos aînés et les personnes handicapées. Un petit mot aussi des EVS qui vont être remerciés avant d'être remplacés.... dans la Vienne quelques centaines , plus de 30 000 en France.

Quant à la formation, c'est un volet fondamental du métier et elle devrait nous aider à mieux assumer notre tâche et à mieux faire face à la souffrance des enfants qui nous sont confiés.

Malheureusement force est de constater que la formation des enseignants n'est elle

aussi pas à la hauteur des enjeux. Mais la supercherie là aussi existe et l'Etat va pouvoir afficher des chiffres : en comptabilisant la formation T1, T2 , et les conférences pédagogiques : on devrait tous avoir notre quota.

L'hypocrisie de l'Etat sur son incapacité à former ses agents alors qu'il n'éprouve aucune gêne pour dénoncer leurs incompétences, est grandiose.

On pourrait évoquer la remise en cause de la formation initiale dont jusqu'alors l'ensemble des acteurs s'entendait pour dire qu'elle était insuffisante. Elle ne sera plus insuffisante, mais insignifiante puisque l'on apprendra par immersion et l'on saura « faire cours » mais saura-t-on « faire classe » ?

La formation continue qui était déjà asthmatique fait craindre le coma: 40 jours de formation distribués entre 150 collègues soit environ 7% de collègues formés. A ce compte là, il faudra 14 ans pour que les collègues aient chacun 4 jours de formation. Sur 40 ans de carrière , les collègues chanceux auront donc eu 12 jours de formation .

Pour les aider, comme on supprime les collègues sur les TICE, les animateurs de projets fédérateurs, ou les intervenants anglais , on leur propose 4 jours pour devenir ce qui a pris des années à d'autres.

L'Education Nationale oscille entre le métier de guérisseur et d'illusionniste.

Ne vous étonnez pas du déficit de loyauté envers notre employeur, qui se moque ouvertement du devenir de l'Education et surtout de son caractère national, et qui depuis longtemps y supprime les postes mais qui en revanche ne réduit pas le train de vie de l'Etat

Pour la FSU, la formation continue doit être à la fois professionnelle (acquérir de nouvelles connaissances , mais aussi gérer la classe, réfléchir sur l'autorité du maître etc...), mais elle doit aussi permettre l'enrichissement culturel (en lien avec les derniers travaux de chercheurs,) et aussi une ouverture vers une évolution de carrière (accéder à de nouvelles fonctions), notamment dans le cadre du DIF. Dans le 1er degré, elle doit aussi être pensée en lien avec les circonscriptions et les projets d'écoles pour lequel nous demandons une demi-journée de réflexion à la rentrée.

Ici, dans la Vienne on s'emploie avec zèle à obéir aveuglement aux décisions gouvernementales, on y perd le bon sens et l'intérêt collectif, on perd le traitement humain, on perd la réussite de tous, on perd la liberté... et on renforce le fossé entre ceux qui sont sur le terrain et ceux qui n'y sont pas. Comme le disait Pierre Proudhon « *Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent.* »